

F. 99 — 1551

[C - 99/27435]

29 AVRIL 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions en vue de favoriser la mobilité entre les services du gouvernement et certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, ainsi qu'entre ces organismes

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 9 et l'article 87, § 3, modifiés par la loi du 8 août 1988;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 1994 fixant le statut des agents de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 18 janvier 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 1994 fixant le statut des agents de l'Institut scientifique de service public;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 janvier 1996 fixant le statut des agents des centres hospitaliers psychiatriques relevant de la Région wallonne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 20 novembre 1997 et 5 mars 1998;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 novembre 1998;

Vu le protocole n° 282 du comité de secteur n° XVI, établi le 18 décembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement le 5 novembre 1998, sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 22 février 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région

Article 1^{er}. A l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997, les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Toutefois :

1° les emplois de promotion libérés par mutation à la demande du fonctionnaire sont de plein droit déclarés vacants et censés l'être à la date de la déclaration de vacance de l'emploi auquel le fonctionnaire a été muté;

2° les emplois de promotion libérés par transfert à la demande du fonctionnaire sont déclarés vacants de plein droit à la date de la plus prochaine décision de déclaration de vacance d'emplois du même rang;

3° les emplois de recrutement libérés par mutation à la demande du fonctionnaire ou transfert à la demande du fonctionnaire sont déclarés vacants de plein droit à la date de la décision de mutation ou de transfert.

Le Gouvernement peut déroger à l'alinéa 2 lorsque la nature des fonctions à exercer l'exige ou lorsque les besoins du service le justifient. »

Art. 2. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. § 1^{er}. Il est pourvu à la vacance d'un emploi de promotion successivement par :

1° mutation à la demande du fonctionnaire;

2° promotion par avancement de grade;

3° transfert à la demande du fonctionnaire.

Toutefois, un emploi de promotion libéré par mutation à la demande du fonctionnaire ne peut être pourvu par mutation.

§ 2. Il est pourvu à la vacance d'un emploi de recrutement successivement par :

1° promotion par accession au niveau supérieur;

2° mutation à la demande du fonctionnaire;

3° transfert à la demande du fonctionnaire;

4° recrutement.

Toutefois, un emploi de recrutement libéré par mutation à la demande du fonctionnaire ou par transfert à la demande du fonctionnaire est pourvu par recrutement.

§ 3. Le Gouvernement fixe la procédure relative à la candidature à la promotion par accession au niveau supérieur, à la mutation, à la promotion par avancement de grade et au transfert. »

Art. 3. L'article 13 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997, est abrogé.

Art. 4. L'article 14 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997, est complété par l'alinéa suivant :

« Dans ce cas, le conseil de direction formule une proposition afin de pourvoir à la vacance d'emploi. »

Art. 5. L'article 16, § 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997, est abrogé.

Art. 6. A l'article 17 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Dans ce cas, pour les vacances d'emploi aux rangs A3 à A5, le conseil de direction formule une proposition afin de pourvoir à la vacance d'emploi. »

Art. 7. L'article 22 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997, est abrogé.

Art. 8. L'article 23 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997, est complété par l'alinéa suivant :

« En cas de transfert, à l'exception des vacances d'emploi aux rangs A1 et A2, la commission visée à l'article 24 formule une proposition afin de pourvoir à la vacance d'emploi. »

Art. 9. A l'article 24 du même arrêté, l'alinéa 2, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997, est remplacé par les alinéas suivants :

« Les demandes de transfert sont soumises à une commission composée :

1° soit du directeur général ou, à défaut, du secrétaire général dont dépend le fonctionnaire d'un ministère, soit de l'inspecteur général ou, à défaut, du directeur général dont dépend le fonctionnaire d'un organisme;

2° soit du directeur général ou, à défaut, du secrétaire général dont relève l'emploi à pourvoir dans un ministère, soit de l'inspecteur général ou, à défaut, du directeur général dont relève l'emploi à pourvoir dans un organisme;

3° de quatre membres désignés pour moitié par chaque conseil de direction en son sein.

S'il est empêché de participer à une séance, le membre de la commission se fait suppléer par un fonctionnaire du niveau 1 relevant de son autorité.

Les membres de la commission ne peuvent siéger lorsque celle-ci doit examiner des questions relatives à des agents titulaires d'un grade égal ou supérieur à celui dont ils sont titulaires. »

Art. 10. L'article 41, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les demandes de permutation au sein d'un même ministère ou organisme sont soumises au conseil de direction, qui les déclare compatibles ou non avec les besoins du service. »

Art. 11. L'article 42, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par les alinéas suivants :

« Art. 42. Les demandes de permutation entre deux ministères, entre un ministère et un organisme ou entre deux organismes sont soumises à la commission visée à l'article 24, qui les déclare compatibles ou non avec les besoins du service.

Lorsque des raisons sociales ou familiales sont invoquées par le fonctionnaire, celui-ci est entendu par le Service social qui émet un avis à l'attention de la commission. »

Art. 12. L'article 43, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Lorsque des raisons sociales ou familiales sont reconnues fondées par le conseil de direction ou par la commission visée à l'article 24, selon le cas, il peut être dérogé à l'ancienneté. »

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région*

Art. 13. L'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. § 1^{er}. La déclaration de vacance d'un emploi figurant au dernier répertoire notifié en application de l'article 1^{er} *quater* est portée, s'il échet, à la connaissance des fonctionnaires susceptibles de se le voir attribuer par promotion, au moyen d'un pli recommandé à la poste avec accusé de réception envoyé par le secrétaire général.

§ 2. La déclaration de vacance d'un emploi ne figurant pas au dernier répertoire notifié en application de l'article 1^{er} *quater* est portée successivement, s'il échet, à la connaissance des fonctionnaires susceptibles de se le voir attribuer par promotion par accession au niveau supérieur, mutation, promotion par avancement de grade ou transfert au moyen d'un pli recommandé à la poste avec accusé de réception envoyé par le secrétaire général.

Toutefois, en cas d'application de l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, du statut, la déclaration de vacance d'un emploi est portée à la connaissance des fonctionnaires susceptibles de se le voir attribuer par promotion par avancement de grade ou transfert.

§3. Le pli mentionne la place de l'emploi dans le cadre, le service d'affectation, la résidence administrative et reproduit la fiche des qualifications et des capacités à laquelle correspond l'emploi. »

Art. 14. L'article 8*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 1998, est abrogé.

CHAPITRE III. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 1994 fixant le statut des agents de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne*

Art. 15. L'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 1994 fixant le statut des agents de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne est abrogé.

Art. 16. L'article 15 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. L'article 23, alinéa 2, doit se lire comme suit :

« En cas de transfert, à l'exception des vacances d'emploi au rang A2, la commission visée à l'article 24 formule une proposition afin de pourvoir à la vacance. »

Art. 17. Les articles 16, 24 à 26 et 30 à 35 du même arrêté sont abrogés.

CHAPITRE IV. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 1994 fixant le statut des agents de l'Institut scientifique de service public*

Art. 18. L'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 1994 fixant le statut des agents de l'Institut scientifique de service public est abrogé.

Art. 19. L'article 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. L'article 23, alinéa 2, doit se lire comme suit :

« En cas de transfert, à l'exception des vacances d'emploi au rang A2, la commission visée à l'article 24 formule une proposition afin de pourvoir à la vacance. »

Art. 20. Les articles 16 à 18, 24 à 26 et 30 à 35 du même arrêté sont abrogés.

CHAPITRE V. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 janvier 1996 fixant le statut des agents des centres hospitaliers psychiatriques relevant de la Région wallonne*

Art. 21. L'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 janvier 1996 fixant le statut des agents de centres hospitaliers psychiatriques relevant de la Région wallonne est abrogé.

Art. 22. L'article 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. L'article 23, alinéa 2, doit se lire comme suit :

« En cas de transfert, à l'exception des vacances d'emploi au rang A2, la commission visée à l'article 24 formule une proposition afin de pourvoir à la vacance. »

Art. 23. Les articles 18 à 20, 26 à 28 et 31 à 36 du même arrêté sont abrogés.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 24. Le présent arrêté s'appliquera au personnel de l'Institut scientifique de service public le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel scientifique des services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région.

Art. 25. Les anciennes procédures d'attribution restent applicables aux emplois déclarés vacants avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 26. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 27. Le ministre ayant la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 29 avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1551

[C - 99/27435]

29. APRIL 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Bestimmungen zur Förderung der Mobilität zwischen den Dienststellen der Regierung und gewissen Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, sowie zwischen diesen Einrichtungen untereinander

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere der Artikel 9 und 87, § 3, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen des Statuts der Beamten der Region, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 1994 zur Festlegung des Statuts der Bediensteten gewisser der Wallonischen Region unterstehenden Einrichtungen öffentlichen Interesses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 18. Januar 1996;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 1994 zur Festlegung des Statuts der Bediensteten des «Institut scientifique de Service public» (Wissenschaftliches Institut öffentlicher Dienststellen);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Januar 1996 zur Festlegung des Statuts der Bediensteten der psychiatrischen Krankenhäuser, die der Wallonischen Region unterstehen, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 20. November 1997 und vom 5. März 1998;

Aufgrund des am 5. November 1998 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des Protokolls Nr. 282 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 18. Dezember 1998;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung vom 5. November 1998 bezüglich des Antrags auf Begutachtung innerhalb des Monats;

Aufgrund des am 22. Februar 1999 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats, in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

KAPITEL I — *Abänderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region*

Artikel 1 - In Artikel 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997, werden die folgenden Absätze zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

«Allerdings werden

1° die Beförderungsstellen, die durch Versetzung auf Antrag des Beamten frei geworden sind, von Rechts wegen für frei erklärt und gelten als freie Stelle am Tag, an dem die Stelle, in die der Beamte versetzt worden ist, für frei erklärt worden ist;

2° die Beförderungsstellen, die durch Transferierung auf Antrag des Beamten frei geworden sind, von Rechts wegen für frei erklärt und zwar am Tag des nächsten Beschlusses über die Bekanntmachung von für offen erklärten Stellen desselben Dienststrangs;

3° die Anwerbungsstellen, die durch Versetzung auf Antrag des Beamten oder durch Transferierung auf Antrag des Beamten frei geworden sind, von Rechts wegen am Tag des Versetzungs- oder Transferierungsbeschlusses für frei erklärt.

Die Regierung ist berechtigt, von Absatz 2 abzuweichen, wenn die Natur der auszuübenden Funktionen es erfordert oder wenn die Dienstbedürfnisse es rechtfertigen.»

Art. 2 - Artikel 8 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 8 - § 1. Eine frei gewordene Beförderungsstelle wird aufeinanderfolgend besetzt durch:

1° Versetzung auf Antrag des Beamten;

2° Beförderung mittels Aufsteigen im Dienstgrad;

3° Transferierung auf Antrag des Beamten.

Eine Beförderungsstelle, die durch Versetzung auf Antrag des Beamten frei geworden ist, kann jedoch nicht durch Versetzung besetzt werden.

§ 2. Eine frei gewordene Anwerbungsstelle wird aufeinanderfolgend besetzt durch:

1° Beförderung durch Aufstieg in die höhere Stufe;

2° Versetzung auf Antrag des Beamten;

3° Transferierung auf Antrag des Beamten;

4° Anwerbung.

Eine Anwerbungsstelle, die durch Versetzung auf Antrag des Beamten oder durch Transferierung auf Antrag des Beamten frei geworden ist, wird jedoch durch Anwerbung besetzt.

§ 3. Die Regierung legt das Verfahren für die Bewerbung um eine Beförderung durch Aufstieg in die höhere Stufe, eine Versetzung, eine Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad und eine Transferierung fest.»

Art. 3 - Artikel 13 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997, wird aufgehoben.

Art. 4 - Artikel 14 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997, wird durch den folgenden Absatz ergänzt:

«In diesem Fall äußert der Direktionsrat einen Vorschlag, um die frei gewordene Stelle zu besetzen.»

Art. 5 - Artikel 16, § 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997, wird aufgehoben.

Art. 6 - In Artikel 17 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997, wird der folgende Absatz zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

«In diesem Fall äußert der Direktionsrat für die frei gewordenen Stellen der Ränge A3 bis A5 einen Vorschlag, um die frei gewordene Stelle zu besetzen.»

Art. 7 - Artikel 22 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997, wird aufgehoben.

Art. 8 - Artikel 23 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997, wird durch den folgenden Absatz ergänzt:

«Im Falle einer Transferierung, mit Ausnahme der frei gewordenen Stellen in den Rängen A1 und A2, äußert der in Artikel 24 erwähnte Ausschuss einen Vorschlag, um die frei gewordene Stelle zu besetzen.»

Art. 9 - In Artikel 24 desselben Erlasses wird der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997 ersetzte Absatz 2 durch die folgenden Absätze ersetzt:

« Die Anträge auf Transferierung werden einem Ausschuss vorgelegt, der aus den folgenden Personen besteht:

1° entweder der Generaldirektor oder mangels dessen der Generalsekretär, dem der Beamte eines Ministeriums untersteht, oder der Generalinspektor, oder mangels dessen der Generaldirektor, dem der Beamte einer Einrichtung untersteht;

2° entweder der Generaldirektor oder mangels dessen der Generalsekretär, der für die in einem Ministerium zu besetzende Stelle zuständig ist, oder der Generalinspektor oder mangels dessen der Generaldirektor, der für die in einer Einrichtung zu besetzende Stelle zuständig ist;

3° vier Mitglieder, von denen jeweils zwei durch jeden Direktionsrat unter seinen Mitgliedern bezeichnet werden.

Wenn ein Mitglied des Ausschusses verhindert ist, einer Sitzung beizuwohnen, läßt es sich durch einen Beamten der Stufe 1, der unter seine Aufsicht fällt, vertreten.

Die Mitglieder des Ausschusses dürfen nicht tagen, wenn dieser Angelegenheiten betreffend Bedienstete, die einen Dienstgrad innehaben, der mindestens ihrem eigenen Dienstgrad entspricht, untersuchen muss.»

Art. 10 - Artikel 41, Absatz 1 desselben Erlasses wird durch den folgenden Absatz ersetzt:

«Die Anträge auf Stellentausch innerhalb eines selben Ministeriums bzw. einer selben Einrichtung werden dem Direktionsrat vorgelegt, der darüber befindet, ob sie mit den Dienstbedürfnissen vereinbar sind oder nicht.»

Art. 11 - Artikel 42, Absatz 1 desselben Erlasses wird durch die folgenden Absätze ersetzt:

«Art. 42 - Die Anträge auf Stellentausch zwischen zwei Ministerien, zwischen einem Ministerium und einer Einrichtung oder zwischen zwei Einrichtungen werden dem in Artikel 24 erwähnten Ausschuss vorgelegt, der darüber befindet, ob sie mit den Dienstbedürfnissen vereinbar sind oder nicht.

Wenn der Beamte soziale oder familiäre Gründe anführt, wird er vom Sozialdienst angehört, der ein Gutachten für den Ausschuss abgibt.»

Art. 12 - Artikel 43, Absatz 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997, wird durch den folgenden Absatz ersetzt:

« Wenn sozialen oder Familiären Gründen durch den Direktionsrat oder durch den in Artikel 24 erwähnten Ausschuss als berechtigt anerkannt werden, kann vom Dienstalster abgewichen werden.»

KAPITEL II — Abänderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen des Statuts der Beamten der Region

Art. 13 - Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen des Statuts der Beamten der Region, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 4 - § 1. Die Offenerklärung einer Stelle, die im letzten in Anwendung von Artikel 1^{quater} zugestellten Register steht, wird gegebenenfalls zur Kenntnis der Beamten gebracht, die diese Stelle durch Beförderung bekommen könnten, und zwar anhand eines vom Generalsekretär aufgegebenen Einschreibebriefs mit Empfangsbescheinigung.

§ 2. Die Offenerklärung einer Stelle, die nicht im letzten in Anwendung von Artikel 1^{quater} zugestellten Register steht, wird gegebenenfalls aufeinanderfolgend zur Kenntnis der Beamten gebracht, die diese Stelle durch Beförderung durch Aufstieg in die höhere Stufe, Versetzung, Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad oder Transferierung bekommen könnten, und zwar anhand eines vom Generalsekretär aufgegebenen Einschreibebriefs mit Empfangsbescheinigung.

Im Falle der Anwendung von Artikel 8, § 1, Absatz 2 des Statuts wird die Offenerklärung einer Stelle jedoch zur Kenntnis der Beamten gebracht, die diese Stelle durch Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad oder Transferierung bekommen könnten.

§ 3. Dieser Brief erwähnt den Platz der Stelle im Stellenplan, die zugewiesene Dienststelle und den Amtssitz und gibt die dieser Stelle entsprechende Qualifikations- und Befähigungsbeschreibung wieder.»

Art. 14 - Artikel 8^{bis} desselben Erlasses, der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 1998 eingefügt worden ist, wird aufgehoben.

KAPITEL III — Abänderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 1994 zur Festlegung des Statuts der Bediensteten gewisser der Wallonischen Region unterstehenden Einrichtungen öffentlichen Interesses

Art. 15 - Artikel 11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 1994 zur Festlegung des Statuts der Bediensteten gewisser der Wallonischen Region unterstehenden Einrichtungen öffentlichen Interesses wird aufgehoben.

Art. 16 - Artikel 15 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 15 — Artikel 23, Absatz 2 muss wie folgt gelesen werden:

Im Falle einer Transferierung, mit Ausnahme der frei gewordenen Stellen des Rangs A2, äußert der in Artikel 24 erwähnte Ausschuss einen Vorschlag, um die frei gewordene Stelle zu besetzen.»

Art. 17 - Die Artikel 16, 24 bis 26 und 30 bis 35 desselben Erlasses werden aufgehoben.

KAPITEL IV — Abänderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 1994 zur Festlegung des Statuts der Bediensteten des «Institut scientifique de service public»

Art. 18 - Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 1994 zur Festlegung des Statuts der Bediensteten des «Institut scientifique de Service public» wird aufgehoben.

Art. 19 - Artikel 14 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 14 — Artikel 23, Absatz 2 muss wie folgt gelesen werden:

Im Falle einer Transferierung, mit Ausnahme der frei gewordenen Stellen des Rangs A2, äußert der in Artikel 24 erwähnte Ausschuss einen Vorschlag, um die frei gewordene Stelle zu besetzen.»

Art. 20 - Die Artikel 16 bis 18, 24 bis 26 und 30 bis 35 desselben Erlasses werden aufgehoben.

KAPITEL V — Abänderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Januar 1996 zur Festlegung des Statuts der Bediensteten der psychiatrischen Krankenhäuser, die der Wallonischen Region unterstehen

Art. 21 - Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Januar 1996 zur Festlegung des Statuts der Bediensteten der psychiatrischen Krankenhäuser, die der Wallonischen Region unterstehen, wird aufgehoben.

Art. 22 - Artikel 17 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 17. Artikel 23, Absatz 2 muss wie folgt gelesen werden:

«Im Falle einer Transferierung, mit Ausnahme der frei gewordenen Stellen des Rangs A2, äußert der in Artikel 24 erwähnte Ausschuss einen Vorschlag, um die frei gewordene Stelle zu besetzen.»

Art. 23 - Artikel 18 bis 20, 26 bis 28 und 31 bis 36 desselben Erlasses werden aufgehoben.

KAPITEL VI — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 24 - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf das Personal des "Institut scientifique de Service public" am Tage des Inkrafttretens des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des wissenschaftlichen Personals der Dienststellen der Regierung und gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen.

Art. 25 - Die ehemaligen Zuteilungsverfahren bleiben anwendbar auf die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses für frei erklärten Stellen.

Art. 26 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tage des Monats nach demjenigen, im Laufe dessen er im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist, in Kraft.

Art. 27 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. April 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

VERTALING

N. 99 — 1551

[C - 99/27435]

29 APRIL 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van diverse bepalingen met het oog op het bevorderen van de mobiliteit tussen de diensten van de regering en bepaalde instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren en tussen bedoelde instellingen onderling

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 9 en 87, § 3, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen van het statuut van de ambtenaren van het Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 1998;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 december 1994 houdende het statuut van de agenten van sommige instellingen van openbaar nut van het Waalse Gewest, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 18 januari 1996;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 december 1994 houdende het statuut van de agenten van het "Institut scientifique de Service public" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 januari 1996 tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van de psychiatrische ziekenhuizen die onder het Waalse Gewest ressorteren, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 20 november 1997 en 5 maart 1998;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 november 1998;

Gelet op het protocol nr. 282 van het sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 18 december 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Regering op 5 november 1998, na aanvraag om advies binnen de termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 22 februari 1999, in toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest*

Artikel 1. In artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997, worden de volgende leden tussen het eerste en het tweede lid ingevoegd :

« Desalniettemin

worden de bevorderingsbetrekkingen die bij mutatie op aanvraag van de ambtenaar zijn vrijgekomen, van rechtswege vacant verklaard en worden ze geacht vacant te zijn verklaard op de datum waarop de betrekking waarvoor de ambtenaar zijn mutatie heeft gekregen, vacant is verklaard;

worden de bevorderingsbetrekkingen die bij overplaatsing op aanvraag van de ambtenaar zijn vrijgekomen, van rechtswege vacant verklaard op de datum waarop de eerstvolgende beslissing met betrekking tot de vacantverklaring van betrekkingen van dezelfde rang getroffen wordt;

worden de wervingsbetrekkingen die bij mutatie op aanvraag van de ambtenaar of die bij overplaatsing op aanvraag van de ambtenaar zijn vrijgekomen, van rechtswege vacant verklaard op de datum waarop de beslissing tot mutatie of overplaatsing getroffen wordt.

De Regering mag een beslissing treffen die van het tweede lid afwijkt indien dat door de aard van de te bekleden ambten vereist wordt of indien dat door de noden van de dienst gewettigd wordt. »

Art. 2. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 8. § 1. In een vacante bevorderingsbetrekking wordt achtereenvolgens voorzien door :

mutatie op aanvraag van de ambtenaar;

bevordering door verhoging van graad;

overplaatsing op aanvraag van de ambtenaar.

In een bevorderingsbetrekking die vrijgekomen is door mutatie op aanvraag van de ambtenaar, kan evenwel niet door mutatie worden voorzien.

§ 2. In een vacante wervingsbetrekking wordt achtereenvolgens voorzien door :

bevordering bij overgang naar het hogere niveau;

mutatie op aanvraag van de ambtenaar;

overplaatsing op aanvraag van de ambtenaar;

aanwerving.

In een wervingsbetrekking die vrijgekomen is door mutatie op aanvraag van de ambtenaar of door overplaatsing op aanvraag van een ambtenaar, wordt evenwel door aanwerving voorzien.

§ 3. De procedure voor de kandidaatstelling voor de bevordering door overgang naar het hogere niveau, voor mutatie, voor bevordering bij verhoging van graad en voor overplaatsing wordt door de Regering vastgesteld. »

Art. 3. Artikel 13 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997, wordt opgeheven.

Art. 4. Artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997, wordt met het volgende lid aangevuld :

« In dat geval brengt de directieraad een voorstel uit om in de vacante betrekking te voorzien. »

Art. 5. Artikel 16, § 2, van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997, wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel 17 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid :

« In dat geval brengt de directieraad voor de vacante betrekkingen in de rangen A3 tot en met A5 een voorstel uit om in de vacante betrekking te voorzien. »

Art. 7. Artikel 22 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 23 november 1997, wordt opgeheven.

Art. 8. Artikel 23 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 november 1997, wordt aangevuld door het volgende lid :

« Bij overplaatsing brengt de commissie bedoeld in artikel 24, met uitzondering van de vacante betrekkingen in de rangen A1 en A2, een voorstel uit om in de vacante betrekking te voorzien. »

Art. 9. In artikel 24 van hetzelfde besluit, tweede lid, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997, wordt door de volgende leden vervangen :

« De overplaatsingsaanvragen worden aan een commissie voorgelegd, die bestaat uit :

ofwel de directeur-generaal of, bij gebreke, de secretaris-generaal onder wie de ambtenaar van een ministerie ressorteert, ofwel de inspecteur-generaal of, bij gebreke, de directeur-generaal onder wie de ambtenaar van een instelling ressorteert;

ofwel de directeur-generaal of, bij gebreke, de secretaris-generaal onder wie de in een ministerie te begeven betrekking ressorteert, ofwel de inspecteur-generaal of, bij gebreke, de directeur-generaal onder wie de in een instelling te begeven betrekking ressorteert;

vier leden die elk voor de helft door elke directieraad in haar eigen kring zijn aangewezen.

Commissieleden die verhinderd zijn worden vervangen door een ambtenaar van niveau 1 die onder hun respectievelijke gezag vallen.

De commissieleden mogen enkel zitting hebben indien de commissie aangelegenheden behandelt die betrekking hebben op ambtenaren die een graad bezitten die gelijk is aan of hoger is dan de graad die zij zelf bezitten. »

Art. 10. Artikel 41, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt door het volgende lid vervangen :

« De aanvragen om omwisseling die binnen eenzelfde ministerie of instelling plaatsvindt, worden aan de directieraad voorgelegd, die ze al dan niet verenigbaar verklaart met de behoeften van de dienst. »

Art. 11. Artikel 42, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende leden vervangen :

« Art. 42. De aanvragen om omwisseling waarbij twee ministeries, een ministerie en een instelling of twee instellingen betrokken zijn, worden voorgelegd aan de commissie bedoeld in artikel 24, die ze al dan niet verenigbaar verklaart met de behoeften van de dienst.

Indien de ambtenaar sociale of familiale redenen inroept, wordt hij door de Sociale Dienst gehoord. De Sociale Dienst brengt dan advies uit ter attentie van de commissie. »

Art. 12. Artikel 43, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997, wordt door het volgende lid vervangen :

« Indien de sociale of familiale redenen als gegrond worden erkend door respectievelijk de directieraad of de commissie bedoeld in artikel 24, kan van de anciënniteit worden afgeweken. »

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen van het statuut van de ambtenaren van het Gewest*

Art. 13. Artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen van het statuut van de ambtenaren van het Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 1998, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 4. § 1. De vacantverklaring van een betrekking die vermeld staat in het laatste repertorium dat in toepassing van artikel 1^{quater} meegedeeld is, wordt, in voorkomend geval, bij door de secretaris-generaal opgestuurd aangetekend schrijven met ontvangstbewijs ter kennis gebracht van de ambtenaren aan wie bedoelde betrekking door bevordering toegewezen zou kunnen worden.

§ 2. De vacantverklaring van een betrekking die niet vermeld staat in het laatste repertorium dat in toepassing van artikel 1^{quater} is meegedeeld, wordt achtereenvolgens bij door de secretaris-generaal opgestuurd aangetekend schrijven met ontvangstbewijs ter kennis gebracht van de ambtenaren aan wie bedoelde betrekking door bevordering door overgang naar het hogere niveau, mutatie, bevordering door verhoging van graad of overplaatsing toegewezen zou kunnen worden.

Bij toepassing van artikel 8, § 1, tweede lid, van het statuut wordt de vacantverklaring van een betrekking evenwel ter kennis gebracht van de ambtenaren aan wie bedoelde betrekking door bevordering bij verhoging van graad of overplaatsing toegewezen zou kunnen worden.

§ 3. In het schrijven worden de plaats van de betrekking in de personeelsformatie, de dienst waaraan de ambtenaar toegewezen wordt en de administratieve verblijfplaats vermeld, worden de kwalificaties en capaciteiten waaraan de betrekking beantwoordt, omschreven. »

Art. 14. Artikel 8^{bis} van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 1998, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 1 december 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van sommige instellingen van openbaar nut van het Waalse Gewest*

Art. 15. Artikel 11 van het besluit van de Waalse Regering van 1 december 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van sommige instellingen van openbaar nut van het Waalse Gewest wordt opgeheven.

Art. 16. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 15. Artikel 23, tweede lid, moet als volgt worden gelezen :

« Bij overplaatsing brengt de commissie bedoeld in artikel 24, met uitzondering van de vacante betrekkingen in de rang A2, een voorstel uit om in de vacante betrekking te voorzien. »

Art. 17. De artikelen 16, 24 tot en met 26 en 30 tot en met 35 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 1 december 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het "Institut scientifique de Service public" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut)*

Art. 18. Artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 1 december 1994 houdende het statuut van de agenten van het "Institut scientifique de Service public" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut) wordt opgeheven.

Art. 19. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« « Art. 14. Artikel 23, tweede lid, moet als volgt worden gelezen :

« Bij overplaatsing brengt de commissie bedoeld in artikel 24, met uitzondering van de vacante betrekkingen in de rang A2, een voorstel uit om in de vacante betrekking te voorzien. »

Art. 20. De artikelen 16 tot en met 18, 24 tot en met 26 en 30 tot en met 35 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 januari 1996 tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van de psychiatrische ziekenhuizen die onder het Waalse Gewest ressorteren*

Art. 21. Artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 18 januari 1996 tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van de psychiatrische ziekenhuizen die onder het Waalse Gewest ressorteren, wordt opgeheven.

Art. 22. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« « Art. 17. Artikel 23, tweede lid, moet als volgt worden gelezen :

« Bij overplaatsing brengt de commissie bedoeld in artikel 24, met uitzondering van de vacante betrekkingen in de rang A2, een voorstel uit om in de vacante betrekking te voorzien. »

Art. 23. De artikelen 18 tot en met 20, 26 tot en met 28 en 31 tot en met 36 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 24. Dit besluit wordt van toepassing op het personeel van het « Institut scientifique de service public » op de dag waarop het besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het wetenschappelijke personeel van de diensten van de Regering en van bepaalde instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, in werking treedt.

Art. 25. De voormalige toewijzingsprocedures blijven van toepassing op de betrekkingen die vacant werden verklaard voor de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 26. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 27. De Minister bevoegd voor ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME